

# Crise économique et mobilisations pour l'emploi

## Un cas en Andalousie

Ce que l'on appelle « crise des marchés financiers », qui nous a surpris et qui a commencé à changer nos vies au cours de l'automne 2008, a eu un effet immédiat en Espagne : la destruction massive de l'emploi. Le secteur de la construction a été initialement le plus affecté mais, au fur et à mesure que les mois passaient, les licenciements ont atteint les autres secteurs productifs. Depuis le 15 mai 2011, nous avons dû nous habituer à cohabiter non seulement avec la crise mais aussi avec un mouvement social de dimensions inédites dans l'histoire récente du pays. Deux ans après son apparition, le mouvement 15M reste un référent qui articule bon nombre de mouvements de protestation ou de revendication sur le logement, l'éducation, la santé, l'emploi. En ce qui concerne l'emploi (c'est-à-dire la défense de l'emploi qui subsiste encore) et ses conditions ou la demande de création de nouveaux postes, l'action revendicative était traditionnellement confiée aux syndicats et aux partis politiques, surtout de gauche. Au fur et à mesure que le mouvement 15M évoluait et se décentralisait, passant des places des principales villes du pays vers les quartiers périphériques et les villages, le mouvement s'est spécialisé et la division

FRANCISCO MANUEL  
CARBALLO RODRÍGUEZ

du travail s'est renforcée. Les outils utilisés furent les commissions et les inter-commissions de travail qui, à leur tour, ont favorisé la création de structures et de groupes focalisés sur des secteurs spécifiques : groupes de secteurs professionnels, blocs d'organisations syndicales et de partis, etc. Des organisations politiques et syndicales qui, d'une manière ou d'une autre, avec plus ou moins d'intensité, étaient déjà présentes, sont entrées dans ces nouvelles structures.

Durant l'été de 2010, j'ai commencé un travail de recherche<sup>1</sup> sur un groupe de chômeurs organisés dans un collectif appelé Plataforma de Parados (Plateforme de Chômeurs), à Jerez de la Frontera, une ville d'un peu plus de

1. Ce texte s'appuie sur un travail de recherche ethnographique développé en plusieurs étapes entre juin 2010 et mars 2011, dans le cadre d'un mémoire présenté pour l'obtention d'un diplôme de *master* en sociologie, intitulé *Une expérience de mobilisation collective face au chômage*, soutenu à l'EHESS en octobre 2011.

210 000 habitants. La ville venait alors d'atteindre un taux de chômage de 30 % et les conflits du travail étaient très nombreux. Jerez avait été le centre d'un grand pôle industriel lié au secteur viticole et, durant la décennie 1970, une des capitales économiques les plus importantes du sud de l'Espagne<sup>2</sup>. En 2011, le mouvement 15M m'a donné l'occasion de poursuivre mon travail de recherche sur ce modèle de mobilisation, cette fois-ci dans un espace plus large. Il s'agira ici de la mobilisation qui a précédé le 15M. Auparavant, il me semble nécessaire de donner quelques informations sur la portée de ces mouvements sociaux et sur les manières de les aborder.

### Une approche des mouvements de chômeurs

Les mouvements de protestation ou de revendication de chômeurs ont surgi régulièrement en Europe, au moins à partir de la crise des années 1970. Des expériences semblables sont apparues dans des contextes très différents, comme les *piqueteros* en Argentine ou les « diplômés au chômage » du Maroc. Traditionnellement, la sociologie politique considère qu'il s'agit là de mobilisations improbables, dans la mesure où leurs protagonistes possèdent peu de ressources pour l'action collective. Cette vision, de plus en plus remise en question dans de nombreux travaux empiriques, s'appuie sur les théories de la mobilisation de ressources et du choix rationnel, selon lesquelles les condi-

tions qui favorisent l'action collective sont définies par le calcul rationnel des stratégies possibles et la maximisation de l'intérêt. De ce point de vue, l'expérience vitale, associée à la situation de chômage, constitue un facteur fondamental de démobilisation. Nous savons que le chômage a des effets dévastateurs sur les individus – appauvrissement matériel, perte de confiance en soi, peur et paralysie face à un futur incertain – et sur la société. Mais nous savons également que ces obstacles à la mobilisation sont parfois surmontés et conduisent à ce que Bourdieu (1999) a appelé, au sujet du mouvement de chômeurs qui ont eu lieu en France durant l'hiver 1997-1998, un « miracle social ». Les mobilisations des chômeurs français, comme celles qui se sont produites dans d'autres pays à des moments différents et avec une intensité variable, ont suscité une littérature abondante qui apporte des éléments pour la compréhension de ce fait social si particulier. Dans le contexte espagnol, l'absence de travaux similaires est surprenante, d'autant plus qu'il s'agit d'un modèle de mobilisation assez fréquent. Depuis la fin du dix-neuvième siècle et durant tout le vingtième, il n'est pas difficile de trouver, dans les travaux d'historiens ou de chroniqueurs sociaux, des descriptions de mouvements de chômeurs qui manifestent devant les mairies pour réclamer du travail. Les raisons pour lesquelles ce modèle de mobilisation n'a guère été étudié par la sociologie des mouvements sociaux, peuvent peut-être s'expliquer par la spécificité du cas espagnol. De ce point de vue, trois différences me semblent importantes : la première réside dans l'ampleur des mobilisations, la deuxième dans leur durée et la troisième dans les conditions

2. En 1970, la population active de la ville employée dans le secteur secondaire était de 42,6 %, alors qu'en Andalousie elle était de 27,8 % et, pour l'ensemble de l'Espagne, de 32,6 %. (Caro, 1999 : 292)

sociales et matérielles d'émergence de ces mouvements et, plus concrètement, dans le rôle des organisations politiques et syndicales. Quant à la taille, les travaux historiques et la presse écrite du siècle dernier qui se sont intéressés aux nombreux cas recensés s'accordent pour constater qu'il s'agit de mouvements de quelques dizaines de personnes et qui en touchent rarement plus. Les mêmes sources décrivent ces mouvements comme occasionnels et leurs actions, même si elles sont intenses, ne se prolongent pas usuellement au-delà de quelques semaines ou de quelques mois. Enfin, il s'agit de mouvements spontanés, qui n'ont pas été formellement convoqués par des organisations politiques ou syndicales, même si elles les appuient et orientent leurs actions.

### **Deux modèles d'organisation : de la protestation à la collaboration**

Le premier groupe qui a attiré mon intérêt, la Plateforme des Chômeurs (désormais la Plateforme) a été créé au milieu de l'année 2009. Un événement important s'est produit alors dans la ville : la fermeture de la dernière usine et le dernier épisode d'une grande mobilisation associée à la reconversion industrielle. Les actions du groupe consistaient à se rassembler tous les jours à la porte de la mairie. En novembre de la même année, la Plateforme convoque deux manifestations auxquelles n'assistent que les quelque vingt personnes qui la constituent, bien qu'elles aient été annoncées par la presse locale. Une autre action consistait à collecter les CV des chômeurs qui souhaitaient bénéficier d'une « bourse de travail ». Les membres les plus actifs de la Plateforme formaient le comité de direction, les

autres étaient des chômeurs qui avaient remis leur CV et qui, de temps en temps, assistaient aux concentrations devant la porte de la mairie ou aux réunions avec tel ou tel représentant politique. La Plateforme a formulé alors un ensemble de demandes. La principale était que la mairie s'engage à surveiller les contrats des travailleurs que l'on engageait pour l'exécution des travaux à effectuer dans le cadre du Plan E<sup>3</sup>, de sorte que 80 % d'entre eux soient des habitants de la ville. Les autres demandes étaient une plus grande transparence des entreprises fournissant des services publics ou jouissant de subventions des administrations, la baisse des impôts municipaux et du prix des transports pour les chômeurs. Les réactions à ces revendications furent diverses. Pour les syndicats majoritaires (CCOO et UGT<sup>4</sup>), la demande de réserver le travail aux chômeurs de la ville était inadmissible, alors que, pour le troisième syndicat (la CGT<sup>5</sup>), cette question ne posait aucun problème. La division que provoquait cette revendication dans le monde syndical se reflétait à l'intérieur du groupe. Pour les porte-parole et les membres du comité de direction, elle n'était pas négociable mais, pour les autres, elle était secondaire. Ces derniers, les plus critiques, restaient de plus en plus longtemps à la Plateforme, ce qui se justifiait par l'augmentation progressive

3. « Fonds Étatique pour l'Emploi et le Développement Local », connu sous le nom de « Plan E », qui dotait les communes d'un budget généreux pour mener à bien des travaux d'amélioration, de réforme et de construction d'équipements publics.
4. Les Commissions Ouvrières et l'Union Générale des Travailleurs.
5. La CGT (Confédération Générale des Travailleurs) est un syndicat d'orientation anarcho-sindicaliste.

du nombre de chômeurs qui venaient leur remettre leur CV et par l'attention croissante que leur prêtaient les médias locaux. Dans leurs relations avec la mairie, les porte-parole utilisaient les paquets de CV reçus pour se présenter comme des représentants légitimes des chômeurs de la ville. Pendant ce temps, l'incertitude par rapport à ce qui allait se passer avec la bourse de travail, qui comptait plus de 300 personnes, ne cessait de grandir. Personne ne voulait abandonner la Plateforme.

Quant à la configuration du champ politique local à ce moment-là, avec une mairie gouvernée par le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), une grande confusion régnait et les demandes étaient souvent opposées. Alors que la mairie maintenait des relations avec les représentants de la Plateforme sans parvenir à aucun accord et sans trouver de solutions concrètes, l'opposition, à travers la candidate à la mairie (du Parti populaire) faisait des promesses aux chômeurs. Encouragés par l'arrivée de nouveaux membres et par la publicité constante des radios et des journaux locaux, les membres du comité de direction décident de faire un pas de plus en s'enfermant pendant 18 jours dans une église du centre ville. Durant l'occupation, les accusations se focalisent sur la mairie et sur les syndicats majoritaires. On reproche à Madame le Maire de ne pas répondre aux revendications et d'être insensible à la situation dramatique que vit la ville. On accuse les syndicats de ne pas s'occuper des chômeurs qui n'appartiennent pas aux entreprises en crise. Selon certains membres de la Plateforme, « pour la CCOO et l'UGT nous sommes des chômeurs de deuxième catégorie ». Les problèmes de cohabitation pendant l'occupation

et la radicalisation de leur discours ont épuisé, peu à peu, la participation et les sympathies des citoyens et, au moment de quitter l'église, la Plateforme ne comptait plus qu'une dizaine de membres. Le soir où on mit un terme à l'occupation, on improvisa une manifestation convoquée par la CGT à laquelle un peu plus de 70 personnes ont assisté dont la plupart étaient des militants ou des sympathisants du syndicat. Cette description donne une idée approximative de la configuration de l'espace (syndical et politique) des protestations dans un lieu précis, à un moment donné. Nous désignerons cette configuration comme un « espace des mouvements sociaux », compris comme « un univers de significations pratiques, relativement autonome, qui se trouve à l'intérieur du monde social et dans lequel les différentes formes de mobilisation sont liées par des relations d'interdépendance » (Mathieu, 2007 : 133). Tant dans le domaine politique que dans le domaine syndical, l'apparition du mouvement des chômeurs a obligé les différents groupes à prendre position vis-à-vis des chômeurs et des autres agents présents dans cet espace à ce moment-là. Les chômeurs, pour leur part, avaient adopté, au fil du temps, différents modes d'action des répertoires habituels : manifestations, occupations, concentrations, réunions avec des représentants politiques du gouvernement ou de l'opposition, etc. Cette possibilité d'adaptation en fonction des circonstances est possible grâce au « caractère spontané » de ce type de mouvements qui, par conséquent, ne disposent pas d'un répertoire d'action propre.

Ce caractère spontané apparaît aussi dans la composition du groupe. Une

approche de la morphologie de la Plateforme durant ses premiers mois d'existence<sup>6</sup> montre qu'il s'agit d'un groupe à forte prédominance masculine, même s'il y a quelques femmes presque toutes épouses d'autres membres du collectif, que la moyenne d'âge se situe entre 40 et 50 ans, que les adhérents sont pour la plupart mariés et ont des responsabilités familiales, qu'ils sont issus, pour la plupart, des classes populaires (et aussi de familles paysannes), qu'ils appartiennent aux différentes couches de la classe ouvrière urbaine, que leur trajectoire scolaire se caractérise par l'abandon précoce de l'école (études primaires). En ce qui concerne leur trajectoire professionnelle, presque tous ont vécu une insertion précoce sur le marché du travail, souvent dans des tâches du secteur primaire et, à l'exception d'une minorité, leur dernier emploi était dans la construction. Enfin, à l'exception de deux personnes, aucun d'eux n'avait eu auparavant d'expérience militante ou de mobilisation. La première de ces exceptions fut, durant quelques années, membre d'une association de voisinage. La deuxième est celle du président et promoteur de la Plateforme, connu des partis politiques, des syndicats et des activistes sociaux de la ville pour avoir promu, sans grand succès, plusieurs expériences semblables. Il fut également le protagoniste d'une grève de la faim de deux jours pour réclamer un emploi auprès de la mairie.

Ce premier modèle de mobilisation s'était focalisé presque exclusivement

sur la protestation et la configuration des alliances était parfois paradoxale : ainsi pouvaient-ils critiquer le gouvernement municipal en utilisant des arguments du parti d'opposition (le PP), tout en adoptant des discours et des actions d'un syndicat anarcho-sindicaliste comme la CGT pour affronter les syndicats majoritaires.

Mais la Plateforme a été très affaiblie par une action qui a miné les forces de ses membres et mis à l'épreuve la solidité de leurs liens. Les quelques membres qui sont restés ont donné naissance à une nouvelle organisation qui a attiré de plus en plus de monde. Cette fois-ci, ils se sont constitués légalement en association qu'ils ont appelée « *Asociación de parados por el empleo* » (« Association de chômeurs pour l'emploi », désormais « Association »). La peur de commettre les mêmes erreurs que précédemment les a aidés à s'ouvrir aux idées et aux propositions des nouveaux arrivants. Les processus de mobilisation peuvent être parfois des processus d'apprentissage<sup>7</sup> et de changement susceptibles de modifier les conditions d'apparition de nouvelles dispositions<sup>8</sup> favorisant l'action collective.

La question de l'attention des médias est de nouveau fondamentale pour comprendre le processus de constitution et de consolidation de ce groupe renouvelé. L'espace commun partagé a facilité l'établissement de relations très fluides avec les journalistes et

6. Cette caractérisation du groupe a été élaborée grâce aux informations obtenues lors d'entretiens et au fil de l'observation ethnographique qui m'ont permis de reconstruire quinze trajectoires individuelles.

7. Au sujet des expériences d'action collective dans lesquelles les obstacles considérés comme handicapants pour la mobilisation peuvent être surmontés, dans certaines conditions, cf. le travail d'Annie Collovald et Lilian Mathieu (2009).

8. Sur les dispositions, cf. la définition que propose José Luis Moreno Pestaña (2010 :14).

la présence des médias a encouragé à rester mobilisés. Alors que la ville vivait des dizaines de conflits du travail, les rues du centre étaient le point de rencontre de tous les groupes qui cherchaient à gagner un peu de visibilité. Il était fréquent de voir un journaliste demander les prévisions pour les jours à venir et se diriger vers tel ou tel chômeur. Ces rencontres étaient encore plus fréquentes pendant les mois d'été, lorsque les nouvelles politiques se font rares. Ainsi, même si la toute nouvelle Association ne parvenait pas à rassembler plus de dix ou douze personnes par jour, peu à peu et grâce aux nouvelles publiées par les médias, le nombre de participants a augmenté considérablement en quelques semaines. Mais, dans ce nouveau modèle de mobilisation, le plus intéressant n'est pas le nombre mais la diversité des participants. Si la structure précédente était socialement très homogène, elle change dans la nouvelle. Les changements les plus importants concernent la participation des femmes et l'arrivée de chômeurs ayant un niveau éducatif plus élevé. Alors que la Plateforme se caractérisait par des actions orientées vers la protestation, celles de l'Association sont tournées vers la collaboration externe et interne. Ainsi, deux femmes se sont investies dans la nouvelle organisation et sont entrées dans le comité de direction. Leur travail, surtout pour l'une d'elles, consistait à maintenir le contact avec les représentants publics et les partis politiques. Il est vrai qu'au début, elle n'était que la simple accompagnatrice d'un groupe de deux ou trois hommes mais, très vite, elle a pris des initiatives. Les hommes ont compris que, pour elle, il était plus facile de s'expliquer sans s'énerver et,

sans trop de résistance, elle est devenue la porte-parole du groupe auprès de la mairie. Cette nouvelle porte-parole, qui avait un volume de capital culturel bien supérieur à celui de ses compagnons (elle avait abandonné les études au niveau du baccalauréat), avait en outre des facilités « relationnelles » acquises dans son travail. Après quelques réunions, les relations avec la mairie se sont normalisées et de petits accords furent obtenus, comme l'organisation de cours destinés aux membres de l'Association. Ce même climat de collaboration s'est étendu aux relations avec les syndicats majoritaires. Dans les relations avec les Commissions ouvrières, on est passé de la dénonciation à l'organisation d'actions communes, comme la manifestation qui, sous le mot d'ordre « Pour un emploi digne », a réussi à rassembler la quasi-totalité des organisations politiques, syndicales et sociales de la ville.

Les changements étaient évidents également dans les relations internes du groupe : la participation des femmes a augmenté et de nouveaux adhérents dotés d'un plus grand capital culturel sont arrivés. Un des effets de la crise, que l'on pouvait observer dans la ville, fut la multiplication des petites annonces fixées sur les lampadaires, les bars, les magasins, etc., placées par des personnes qui offraient leurs services pour effectuer de petits travaux de construction, de réparation, de peinture, d'installation de meubles et autres. Habituellement, cette activité de l'économie parallèle est assez cachée et l'information se transmet de bouche à oreille. Dans ce contexte, bon nombre de chômeurs de l'Association concurrençaient ce réseau informel de travailleurs qui proposent leurs ser-

vices. Le succès inégal de la recherche d'un travail et sa plus ou moins grande rentabilité dépendent de plusieurs facteurs, dont la qualification. Ceux qui connaissent réellement un métier ont plus de chances de trouver un de ces travaux, mais, dans une situation d'extrême concurrence, les capacités techniques ne sont pas les seules nécessaires. Pour trouver un travail, il faut que le prix soit raisonnable pour le client et que ces prix soient déterminés par une situation de pénurie. Autrement dit, chacun doit faire des offres plus intéressantes que ses concurrents pour pouvoir accéder au travail. Un matin, durant la concentration quotidienne devant la porte de la mairie, un des membres de l'Association se plaignait des difficultés qu'il rencontrait pour terminer un petit boulot. Il s'agissait de changer les carreaux d'une salle de bains : il avait calculé une quantité de matériel qui, finalement, s'avérait insuffisante. Ce qu'il pensait pouvoir finir en trois ou quatre jours lui avait déjà pris une semaine. Son client refusait de le payer plus et il le menaçait même de diminuer la somme prévue à cause du retard. Comme le montre Jean-François Laé à propos de l'économie parallèle, la rentabilité de ces travaux dépend en grande partie des capacités professionnelles mais aussi des capacités de gestion des travailleurs (Laé, 1989 : 91-95). Souvent, en effet, les erreurs étaient des erreurs de calcul commises en faisant une addition ou une multiplication. En fait, dans certaines conversations dont j'ai été témoin, l'évaluation des travaux se faisait d'une manière quelque peu aléatoire (en comparant avec des tâches antérieures semblables). Grâce aux contacts quotidiens entre les différents membres de l'Association,

une coutume s'est instaurée. Lorsque quelqu'un devait faire un devis pour un travail, il se rendait au lieu de réunion et révisait les calculs avec quelqu'un ayant les compétences requises. Ce type d'échanges avaient non seulement une utilité pratique mais ils contribuaient à définir la position de chacun dans la hiérarchie et renforçaient la cohésion du groupe. Dans la nouvelle structure, la hiérarchie n'était plus déterminée exclusivement par la capacité d'entreprendre des actions qui demandaient une bonne dose de force morale, comme les affrontements verbaux et les enfermements indéfinis. L'hétérogénéité sociale du groupe l'avait modifié substantiellement.

### En guise de conclusion

Ainsi pourrait-on ébaucher une typologie des mouvements de chômeurs à partir de deux variables : l'existence ou non d'organisations syndicales ou politiques qui les encouragent et le degré d'hétérogénéité de la composition du groupe. Il faudrait tenir compte du sexe, de l'âge, des classes sociales d'origine et d'appartenance, des parcours scolaires et professionnels des membres et, en dernier lieu, de l'existence d'expériences préalables semblables. Comme nous l'avons vu, dans un mouvement « spontané » - *i. e.* sans promoteurs politiques ou syndicaux - le degré de dépendance ou d'autonomie varie avec sa composition interne. La Plateforme dépendait, en grande partie, des répertoires d'action et des discours présents dans l'espace local. L'Association présentait un degré d'autonomie plus élevé et nous avons vu que sa structure était plus souple grâce à sa plus grande diversité.

Si beaucoup de questions n'ont pas été abordées, il s'agissait surtout ici de faire connaître un phénomène social aussi fréquent qu'invisible et de proposer une description réaliste de la manière dont on peut acquérir des ressources qui permettent la mobilisation politique et l'auto-organisation sociale. En rendant publique l'expérience d'un groupe de chômeurs, on peut espérer contribuer à le faire exister comme un sujet politique. Le plus grand mérite des protagonistes d'expériences comme celles décrites ici consiste à affronter, presque sans ressources, une situation qui les condamne à la mort sociale. ■

### Bibliographie

Pierre Bourdieu, *Contre-feux. Propos pour servir à la résistance contre l'invasion neo-liberal*, Paris, Raisons d'agir, 1998.

Diego Caro (Coord.), *Historia de Jerez de la Frontera. Tomo II, El Jerez moderno y contemporáneo*, Cádiz, Servicio de publicaciones de la Diputación de Cádiz, 1999.

Annie Collovald, Lilian Mathieu, «Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical», *Politix*, Volume 22, n° 86, pp. 119-143, 2009.

Jean-François Laé, *Travailler au noir*, Éditions Métailié, Paris, 1989.

Lilian Mathieu, «L'espace des mouvements sociaux», *Politix*, Volume 20 – n° 77, pp. 131-151, 2007.

José Luis Moreno Pestaña, *Moral corporal, trastornos alimentarios y clase social*, Madrid, CIS, 2010.